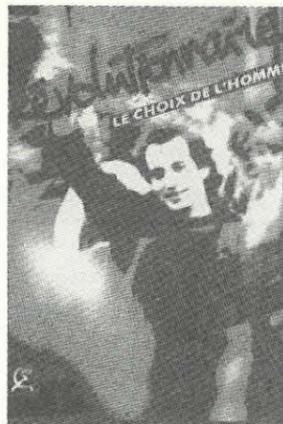


LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 549 - 7 novembre 1991 - Prix 2,50 F



FETE DE NANTES

16 et 17 novembre 1991
Parc de la Beaujoire

FETE DE NANTES GRAND RASSEMBLEMENT Dialogue - Lutte - Espoir

Les 16 et 17 novembre, la fête de Nantes va se tenir dans une période marquée par une forte expression de mécontentement et de lutte face à la politique actuelle.

Ce n'est pas en traitant les paysans d'activistes, en matraquant les infirmières, en accusant de terroristes les salariés de chez Renault Cléon, que Mitterrand et son gouvernement amélioreront la situation.

Aujourd'hui, les infirmières, les assistantes sociales, les dockers vérifient que c'est par l'action et le rassemblement que nous imposerons le recul de cette politique par des avancées conformes à leurs aspirations et à leurs besoins.

Les communistes sont aux côtés des salariés avec toutes celles et ceux qui souffrent, qui sont mécontents et qui décident pour modifier leur sort.

L'accueil réservé aux récentes initiatives du Parti communiste français et les résultats des élections partielles de la 8^e circonscription de Saint-Nazaire et du 10^e canton de Nantes - Saint-Sébastien montrent qu'un nombre croissant de gens perçoit la force et l'influence du Parti communiste comme déterminantes pour modifier le rapport de forces pour se défendre. Changer de politique, de pouvoir, de société.

Nous voulons que, cette année, la fête soit davantage le rendez-vous de la lutte, de l'échange d'idées, de l'espoir avec toutes celles et tous ceux qui ont besoin que leur vie change : les salariés des secteurs public et privé, manuels ou intellectuels, retraités, jeunes, lycéens, chômeurs, précaires et intérimaires. Elle doit être également un moyen de se rassembler pour se faire entendre et pour mieux connaître les propositions des communistes pour une politique de justice, de liberté, de paix. Tout cela dans une ambiance d'amitié, de solidarité, de fête avec un programme de qualité.

Evidemment, tout dépend de vous. C'est pourquoi, nous vous invitons à y venir et à contribuer à faire venir vos amis, votre famille, vos voisins et collègues de travail.

Alors, au rendez-vous des 16 et 17 novembre.

Michel RICA

Secrétaire de la section de Nantes du PCF
Membre du Secrétariat fédéral.

**ON SE PARLE
ON S'ECOUTE**

Que faire contre le chômage, l'austérité, le déclin ?

Une politique de progrès, de justice sociale est-elle possible ?

Comment influencer sur le cours des choses ? Avec qui ?

Et la gauche ça existe encore ?

Voter, cela peut-il encore servir à quelque chose ?

Faut-il renoncer à changer la société ?

Le capitalisme est-il désormais le seul système possible ?

Quel rôle peut jouer le Parti communiste ?

En quoi a-t-il changé ? Que propose-t-il ?

Vous avez des idées, des propositions

Nous en avons également

Discutons-en en toute liberté.

MONTOIR	: 8 nov. avec J. HOFFMANN membre du B.P.	SAINT-BREVIN	: 6 décembre
SAINT-JOACHIM	: 15 novembre	SAVENAY	: 22 novembre
DONGES	: 15 novembre	NANTES	: 10 déc. avec J.C. GAYSSOT membre du secrétariat du C.C.
COUERON	: 20 novembre	ORVAULT	: 12 décembre
REZE	: 21 nov. avec J. HOFFMANN membre du B.P.	BLAIN	:
TRIGNAC	: 21 nov. avec G. BONTEMPS membre du C.C.	SAINT-HERBLAIN	:
BATZ-SUR-MER	: 22 novembre	CHATEAUBRIANT	:
SAINT-MALO	: 22 novembre	SAINT-SEBASTIEN	: 18 décembre
SAINT-NAZAIRE	: 5 déc. avec C. BILLARD membre du B.P.		

CONSEIL REGIONAL - SESSION D'OCTOBRE 1991

AJUSTEMENTS BUDGETAIRES - ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR - TOURISME ET VOIES NAVIGABLES

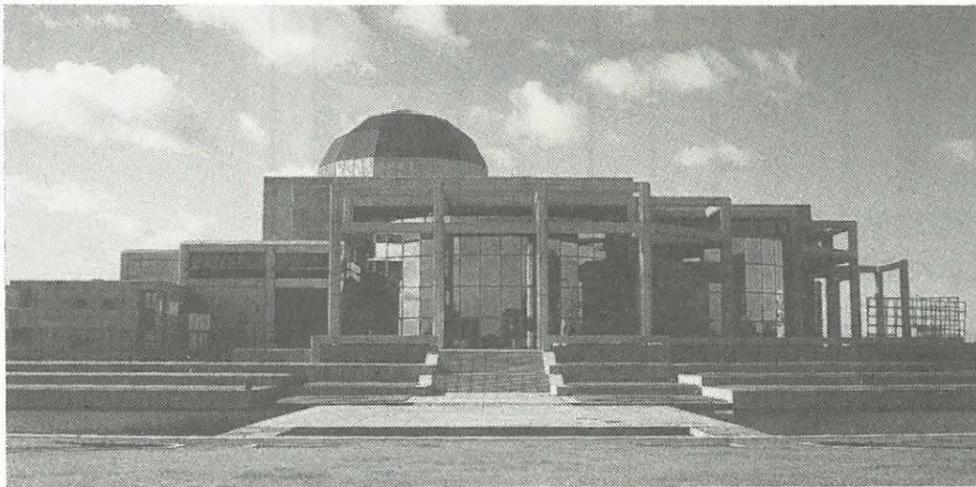
INTERVENTIONS DES ÉLUS COMMUNISTES

◆ **Rémy Croissant** fait remarquer au sujet des ajustements budgétaires :

«C'est ainsi qu'injecter à nouveau 6 MF sur la ligne "développement économique", après les 69 MF déjà consommés cette année, confirme bien des choix d'aides vers le secteur PME, cela au moment où notre collectivité se tait et ne bronche pas face aux plans de réduction d'effectifs dans les grands groupes de notre région. Constat : l'affaiblissement de notre industrie régionale est une réalité.

Il devient de plus en plus difficile de faire croire que cette orientation budgétaire nous place en meilleure position pour coopérer d'égal à égal avec d'autres régions européennes, que ces efforts réduisent les déséquilibres entre zones rurales et zones urbaines, ce qui est pourtant dans nos prérogatives politiques d'aménagement du territoire, voire même que l'emploi se porterait mieux puisque notre région compte, entre autre, 200 000 chômeurs, 25 000 RMistes.

Seconde remarque : Commence à germer l'idée que ces milliards d'aides publiques versées dans l'industrie régionale, aux différents échelons (Europe, Etat, région et localités) nécessitent un minimum de contrôle sur l'utilisation de ces fonds par les élus, qu'ils soient politiques ou salariés dans les



Hôtel de la région

entreprises. Cette exigence de clarté est gage d'une démocratie véritable. Nous y reviendrons à la cession de décembre.

Concernant la gestion de la dette régionale, il faisait remarquer le pillage des banques vis-à-vis de la région avec des taux d'intérêts pratiqués allant de 12 à 17%, suivant les cas.

Après avoir montré l'aggravation de la pression fiscale sur les contribuables et dénoncé de nombreux transferts de charges, il concluait ainsi :

«C'est pourquoi nos propositions de plafonner des taux d'intérêts à 6% pour les collectivités, de faire jouer un autre rôle à la caisse de dépôts et consignations, permettraient tout à la fois d'alléger la dette et de réduire l'impôt payé par les ménages».

heures supplémentaires : 23 800 au total dont 7 600 en collèges, 6 155 en lycées professionnels, plus de 10 000 en lycées.

Ces heures supplémentaires représentent au total de 1 300 postes. Outre, les 1 709 contrats emplois solidarité signés par l'Education nationale représentent 800 postes.

Au total, c'est plus de 2 200 postes enseignants et non enseignants qu'il faudrait créer dans les établissements du second degré de l'académie.

Le budget 92 de l'Education nationale ne prévoit que 5 711 créations au plan national.

Il aborde ensuite le besoin de professeurs qualifiés alors que se développe le nombre d'auxiliaires.

«Il faudrait, dit-il, 8 milliards de francs supplémentaires pour le prochain exercice».

«Nous proposons, ajoute-t-il,

◆ **Huguette Hérim** intervient sur le projet "Université 2000".

«Aujourd'hui, déclare-t-elle, la rentrée concerne plus de 50 000 étudiants, or les documents qui sont présentés à notre réflexion font délibérément l'impasse sur les conditions concrètes dans lesquelles s'effectue cette rentrée.

Il convient en effet de prendre toute la mesure de la différence de croissance entre les effectifs étudiants, leurs besoins de formation (croissance de l'ordre de 10% par an dans notre région) et l'évolution du potentiel de formation.

Certes, des postes d'enseignants ont été créés mais dans un contexte de dérégulation, d'alourdissement d'heures de services qui seront forcément préjudiciables dès cette année...

◆ **Jean-Louis Le Corre**

est intervenu sur le rapport de la politique régionale de développement économique liée à la valorisation des voies d'eau en pays de la Loire et a fait une double proposition :

A) Ne pas limiter la discussion à l'intérieur des structures, mais l'étendre aux associations et aux usagers, en particulier aux pêcheurs et plus spécialement aux pêcheurs professionnels.

B) Ne pas limiter le débat à la seule mise en valeur du développement touristique, mais aussi aux transports fluviaux qui pourraient être un

complément du rail et de la route, notamment pour certains produits à risques».

«La loi de décentralisation, ajoute-t-il, a assuré vers la région le transfert de compétences des voies d'eaux navigables, mais cela doit s'accompagner d'un transfert financier. Ce n'est pas le cas.

Ceci nous amène à souligner notre désaccord avec la décision de Brice Lalonde concernant le programme de l'EPALA. Notre assemblée devrait sur ce point réaffirmer son engagement sur ce programme ».

Jean-Louis Le Corre revient sur le développement touristique «qui ne peut-être une réponse économique aux carences des autres domaines et particulièrement la mise en cause de l'agriculture et du monde rural... Le développement touristique ne peut s'opposer aux autres activités écono-

Parfois le taux d'encadrement atteint 75 étudiants par enseignant...

Alors qu'on nous parle tant d'efficacité économique pourquoi ne pas mettre en évidence le coût des études pour les familles, l'évolution des droits d'inscription...

Une question importante est également complètement escamotée : nous ne trouvons aucune analyse concernant les flux étudiants. Mouvements entre les départements, mais aussi entre les universités de l'hexagone.

Il n'est pas indifférent de savoir par exemple que 3 300 étudiants de la Sarthe étudient ailleurs que dans le département.

Après avoir démontré le renforcement des disparités régionales à propos notamment de la recherche scientifique, le 3^e cycle, les IUT, elle aborde un dernier point également

important à ses yeux : «Nous assistons, affirme-t-elle, à une mise en place technocratique, hypercentralisée de l'IUFM sur Nantes. Elle ne saurait, dans ces conditions répondre aux besoins de recrutement, de formation de près de 50 000 personnes exerçant ou envisageant d'exercer les métiers de l'enseignement.

La mise en place de filières scientifiques est un objectif de première importance. La formation d'ingénieurs dans les universités est une revendication que nous soutenons depuis fort longtemps. La mise en place des IUP ne prend que partiellement en compte cette exigence puisque les moyens spécifiques en personnel et en équipement accompagnant ces formations sont extrêmement limités.

Ainsi la voie semblerait toute tracée pour une nouvelle vague de transferts de charges sur les collectivités locales et sur les régions. Devant les retards accumulés une autre politique est à envisager ; elle relève d'une obligation nationale qui respecte les choix élaborés au plus près des intéressés, et le cadre régional se prête bien en effet à cette réflexion. Contrairement à la présentation qui est faite, la région ne doit pas être une simple observatrice seulement sommée de payer... Les étudiants eux-mêmes, les enseignants, avec les élus doivent pouvoir intervenir pleinement auprès du gouvernement sur l'organisation et le développement de l'enseignement supérieur...».

que cette somme soit prélevée sur le budget du surarmement (40 milliards peuvent être prélevés immédiatement au niveau national sur les 170 prévus par la loi de programmation militaire). Nous demandons également le triplement de la contribution patronale pour la formation initiale et continue».

miques que sont les pêches amateurs et professionnelles sur la Loire. J'ajouterai que la pêche n'est pas seulement une activité économique, c'est aussi une observation très pointue de la qualité des eaux».

Il intervient ensuite sur l'avenir de l'estuaire de la Loire, de ses affluents, des zones humides et des répercussions sur ceux-ci avec la remontée du bouchon vaseux et du bassin de Mared. «Il est nécessaire, plus que jamais, ajoute-t-il, de concilier, écologie et économie lors de la mise en valeur des sites qu'ils soient industriels ou touristiques».

Pour finir, il aborde l'arrêt des travaux du barrage de Pont-Rousseau, regrettable pour tous et souhaite que la reprise se fasse avec toutes les garanties, soulignant que la responsabilité sur les études soient clairement affirmées.

PROTESTATION

A. M. le Rédacteur en chef de Ouest-France

Nantes, le 23 octobre 1991

Monsieur,

Je tiens à élever près de vous, une vive protestation sur la façon dont votre journal a rendu compte des commémorations du 50^e anniversaire des fusillades de Châteaubriant.

J'ai rarement vu autant d'inexactitudes dans des articles de presse rendant compte d'un événement.

Ainsi pour prendre un exemple. Contrairement à ce qui est écrit en page 2 de votre édition du 21 octobre, ce n'est pas Georges Marchais qui présidait les cérémonies, mais Maurice Niles, maire de Drancy, médaillé de la résistance, président délégué de l'Amicale Châteaubriant Voves-Rouillé, aux côtés de Fernand Grenier, évadé du camp de Châteaubriant, ancien ministre du Général de Gaulle, président de l'Amicale Châteaubriant Voves-Rouillé.

Ils étaient entourés des familles de fusillés, des survivants des camps d'internements, de dirigeants d'associations de la Résistance, tels Robert Chambeiron, Vice-président de l'Association nationale des Anciens combattants de la Résistance, secrétaire général adjoint du Conseil national de la résistance aux côtés de Jean Moulin, d'associations de résistants et d'anciens combattants, d'élus, de représentants du monde syndical, de personnalités d'appartenance politique, religieuse et philosophique très différentes, d'organisations de la jeunesse.

Tous ceux-là n'apparaissent nulle part dans les comptes rendus de votre édition de lundi.

A côté d'eux, il y avait plus de 15 000 personnes ce qui constitue là, à mes yeux, le véritable événement.

Il est pour le moins surprenant que votre journal qui en annonce lui-même 10 000, ne retienne dans ses articles et dans ses titres qu'une seule personne qui semble par ailleurs avoir perdu toute dignité.

Alors que devant les portraits des 27 fusillés, les porte-drapeaux de très nombreuses associations de résistants et d'anciens combattants, honoraient avec l'immense foule, la mémoire des 27 martyrs, vous ne reprenez qu'un cri de haine, qui n'a rien à voir avec cette journée de recueillement et auquel vous donnez un écho démesuré.

De la même façon, vos lecteurs n'auront aucunement connaissance du contenu des allocutions de Georges Marchais, d'Henri Krasucki et de Robert Chambeiron.

Par contre, ils ont un compte rendu pour le moins déformé de ce que fut cette grande journée et de sa signification.

Mais cela ne semble pas être la préoccupation première des auteurs des articles et des titres.

La façon dont votre journal a rendu compte de ce 50^e anniversaire avec un mélange d'inexactitudes, de confusions et d'interprétations donne de cette journée, une vue qui ne correspond pas à ce qu'elle a été.

Cela prolonge l'attitude de votre journal, qui avant les cérémonies, a porté largement les propos des quelques personnes qui avaient décidé d'utiliser ces commémorations pour tenter de salir le Parti communiste français et son secrétaire général.

Ainsi les propos insultants de l'auteur de l'incident monté en épingle, ont-ils été à plusieurs reprises largement portés dans vos colonnes alors que dans le même temps les organisations qui préparaient ces cérémonies avec l'Amicale organisatrice, n'ont pas eu ces possibilités.

Pour ne citer qu'un exemple : un

appel à participer aux cérémonies du 20 octobre a été lancé par le Comité départemental du Souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes.

Il a rassemblé des personnalités du département parmi lesquelles des responsables d'associations de résistants et d'anciens combattants, des élus d'horizons différents, des syndicalistes, des responsables politiques, des personnes du monde religieux, etc.

Cette initiative n'a pas trouvé place dans vos éditions.

Tout cela n'a pas empêché l'ampleur du succès du rassemblement de Châteaubriant.

J'étais dimanche à côté de Georges Marchais et des autres personnalités présentes, en tête du défilé.

Je dois dire que durant tout le trajet, les gens massés en bordure de route ont chaleureusement salué le cortège, les familles de fusillés, les orateurs et que de très nombreux témoignages d'amitié ont été particulièrement adressés au Secrétaire général du PCF.

Cela a d'ailleurs été amplifié dans la Sablière par la foule parmi laquelle de nombreux jeunes.

Rien dans vos colonnes ne traduit cela. J'ai déjà reçu de très nombreuses réactions et témoignages de gens forts mécontents des comptes rendus des médias en général et de votre titre en particulier.

Je partage leur mécontentement et je trouve que le procédé utilisé est contraire à la déontologie dont votre journal se réclame.

Souhaitant que vous portiez ce courrier à la connaissance de vos lecteurs, recevez, Monsieur, mes salutations distinguées.

Gilles BONTEMPS

Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste français.

PLAN MELLICK : LE GACHIS

Le plan Mellick, qui prévoit la destruction de 1 000 bateaux de pêche d'ici la fin de l'année, commence à être mis en application.

Ainsi, au Croisic, six bateaux de pêche ont été détruits par le feu.

Jean-Louis Le Corre, conseiller régional, a déclaré à cette occasion : «*Quel gâchis de voir ces destructions ! d'autant qu'il est démagogique de prétendre qu'on va résoudre les problèmes des ressources de la pêche en diminuant le nombre de bateaux. Le plan Mellick va même plus loin que les recommandations de Bruxelles.*

Dans le même temps qu'on affaiblit notre potentiel de pêche,

on va laisser faire le renforcement de la pêche espagnole et la présence des pays nordiques. On constate également la pénétration des sociétés japonaises dans la transformation des produits de la mer, notamment dans la région des pays de Loire. Fleury Michon vient, par exemple, de céder une part de son capital à des sociétés japonaises pour la transformation et la préparation de plats cuisinés. Avec la politique menée pour la pêche, avec le plan Mellick, on va être encore plus tributaire des importations étrangères. Quant aux pêcheurs français dont les bateaux sont détruits, ils n'ont aucune garantie de l'application d'un plan social.

ACCIDENT MORTEL DU TRAVAIL

L'aérospatiale (Gron), en démontant une baie vitrée, avec un aide, un artisan a été victime d'un accident mortel occasionné par la chute de cette dernière. Les secours ont été impuissants devant la blessure.

M. Michel Leloutre, la malheureuse victime avait 51 ans. Il était artisan indépendant à l'île d'Oléron.

Peut-on parler de fatalité ? Ou les circonstances de ce drame ne posent-elles pas les conditions imposées aux entreprises sous-traitantes pour obtenir les marchés ? Ne doivent-elles pas faire des efforts importants en matière de prix et

de délais pour décrocher les commandes ?

La sécurité dans le travail devenant alors la grande absente. Dans le cas présent, la baie vitrée devait être remplacée pour le jour-même. L'artisan était lui-même le sous-traitant d'un autre sous-traitant de l'aérospatiale. Mais l'enquête, menée par la gendarmerie, étudiera-t-elle ces faits ?

La vigilance en matière de sécurité sur le travail est de grande actualité et bien entendu à l'aérospatiale (Saint-Nazaire et Gron) où la direction vient de réduire de deux le nombre de délégués du CHSCT.

LE POINT SUR LA MÉCANIQUE

Le syndicat CGT de la mécanique Semt-Pielstick vient de faire le point de la situation de cette société, autrefois partie intégrante des chantiers de l'Atlantique, pour la fabrication des moteurs.

D'abord les charges de travail : «*Aucune commande importante n'a été prise depuis les centrales pour l'Inde et, même si l'année n'est pas terminée, nous sommes loin des objectifs fixés par la direction.*

Notons en passant, que la prise récente de commandes de moteurs pour les navires construits aux chantiers, par la "Mécanique" est envoyée à Man en Allemagne pour la fabrication. La CGT insiste sur la nécessité de relancer les études

de moteurs et elle préconise «*de nouvelles coopérations avec les pays en voie de développement.*

La CGT intervient avec force sur la nécessité de rajeunir les effectifs (30% du personnel aura plus de 50 ans à la fin de l'année). Elle propose le départ en pré-retraite à 55 ans et l'embauche de jeunes.

Concernant les salaires, elle indique que depuis 1977 «*une augmentation de 22% d'après l'indice INSEE serait nécessaire pour qu'ils rattrapent le niveau qui était le leur en 1977.*

Pour les classifications le recul est aussi évident. Prenant exemple sur les chantiers elle affirme : «*Pas de mystère, c'est bien la lutte qui détermine le niveau des classifications et des salaires.*

EAU POLLUÉE

La pollution du réseau d'eau potable sur les communes de Carquefou, Sainte-Luce, Thouaré, demande une enquête approfondie, dans laquelle les responsabilités soient établies et dont les éléments et conclusions doivent être publiés.

La population a droit à un service de distribution d'eau de qualité. Les sociétés qui gèrent le service tirent suffisamment de profits pour investir et garantir les conditions d'hygiène et de santé publique.

Les élus des communes concernées ont à s'interroger sur la notion de service public de distribution de

l'eau potable et à tirer les enseignements de cet accident.

Les abonnés qui ont subi le préjudice ne doivent pas payer les conséquences de cet accident qui met en relief les problèmes de protection sanitaire du réseau.

Les communistes des communes impliquées suivront avec attention les suites données à cette affaire. La société exploitante et les autorités responsables devant la population doivent prendre les mesures qui s'imposent et les porter à la connaissance des citoyens.

Section du Val-de-Loire du PCF.
Sainte Luce, le 2.11.91.

LA CHARTE DE BRIERE EN DÉBAT

La nouvelle charte du parc de Brière est soumise au vote du Comité syndical le 8 novembre.

Les syndicats et maires communistes ont organisé une réunion publique le 30 octobre à Saint-Joachim, sur ce sujet.

Aux côtés de Marc Justy, participaient Jean-Louis Le Corre, Maurice Rocher, Gaston Philippe et plus de 70 personnes assistaient à cette assemblée.

Si parfois le débat s'orientait sur des exigences précises concernant par exemple l'entretien de tel ou tel canal, il montrait de ce point de vue la connaissance parfaite du milieu briéron, l'attachement à la Brière et à ces us et costumes.

D'autres, pêcheurs, chasseurs ou agriculteurs firent la

démonstration qu'ils avaient étudié le projet de charte.

Au cours de la discussion Maurice Rocher a souligné l'évolution du projet dans sa dernière mouture : «*Par rapport à juin, a-t-il fait remarqué, des changements sont intervenus sur le fond et cela, a-t-il ajouté en s'adressant à l'assistance, vous y êtes pour quelque chose... dans la protection des zones humides, dans la reconnaissance du marais indivis...*

Il ne faut pas avoir peur de la confrontation des points de vue. «*C'est, dit-il, un outil dont il ne faudrait pas se priver, car c'est cela qui a permis la conservation du marais...*

Marc Justy a appelé à la vigilance : «*Il ne faut pas que des technocrates nous dictent ce qu'il faut faire en Brière.* Il est

intervenu également pour que le centre administratif du parc soit installé à Saint-Joachim, le cœur de la Brière.

Il a aussi mis en garde contre le danger d'un excès du tourisme.

Jean-Louis Le Corre a mis en évidence la liaison existant entre l'aménagement de l'estuaire de la Loire et de la préservation du marais. Il a montré également l'importance des travaux notamment en matière d'assainissement exécutés par le SIVOM de la région briéronne, dont il est le président.

Maurice Rocher à la fin de la réunion insistait à nouveau sur le rôle des usagers, des associations, des habitants car l'avenir du marais est entre leurs mains. Il faut qu'ils se fassent entendre.

Dimanche à 17 H

PIERRE MEIGE

Sape pas mon swing



Pierre MEIGE va nous présenter son dernier spectacle "Sape pas mon swing". Il jongle allègrement sur tous les types de musique : jazz, blues, java, swing, rock, calypso, slow qui tue, etc.

Avec un penchant nettement affirmé pour l'esprit music-hall

revivifié grâce à des arrangements où cohabitent claviers de toute sorte, vraie batterie, saxo et trompette, guitares. En un mot, moderne mais pas synthétique. Quant aux textes, si les chansons d'amour dominant, la société du fric et des paillettes n'est pas épargnée.

Espace jeunes

- Exposition de motos
- Démonstration de RAP
- Grand mur pour "Taguer" avec ses bombes de peinture.

SAMEDI 16 NOVEMBRE

11 h 00 : Ouverture de la fête

11 h 30 : **APERITIF** offert par le bar "B.G.V." du bd Stalingrad

12 h 30 : **RESTAURATION** (spécialités - dégustation)

15 h 00 : **SPORT** : Démonstration d' AIKIDO par le Club A.S.B. de Rezé

16 h 00 : **DEBAT** : "Le Parti communiste a changé" avec Gilles BONTEMPS, Membre du Comité central du Parti communiste français

19 h 00 : **CONCERT DE ROCK** : Avec le groupe "Hôtel Moderne"

21 h 00 : **GRAND BAL POPULAIRE**
Projection vidéo pour les enfants.

Espace enfance

Jeux, éléments pour grimper, sauter, plonger, escalader...
Animation
Jeux, vidéo et maquillage
Manège

EXPOSITIONS

- Une grande exposition sur "LA RESISTANCE ET LES COMMUNISTES"
- Le 27^e congrès : TOUT DEPEND DE VOUS
- Les jeunes dans le quartier des Dervallières
- Maquette ferroviaire de modélisme
- Photographies
- Peinture
- Sculpture sur bois.

Espace commercial

Fête de **NA**
de **NA**



16 et 17 NOV
Parc de la

SPC

- AIKIDO
- BADMINTON
- FOOTBALL D
- GYMNASTIQ

TRANS

Des bus spéciaux au départ



VOITURE DE L'ANNEE.

ESSAYEZ-LA ;

VOUS COMPRENDREZ POURQUOI.

RENAULT CLIO. Elle en met plein la vie.

A partir de
52 900 F*

* Renault Clio RL 1,1 L, 3 portes, AM 92
Prix au 1/09/91
Modèles présentés Renault Clio RT 1,4 L, 3 portes,
71 600 F - RT 1,7 L, 5 portes 83 400 F. Options
non comprises - Garantie anti-corrosion 6 ans.
DIAC votre financement



RENAULT NANTES

Route de Vannes
St-Herblain
Tél. : 40.67.27.27



Route de Paris
Carquefou
Tél. : 40.30.29.90

SOLS SPORTIFS :



TERRAINS
DE GRANDS JEUX
TENNIS
CLOTURES

ART DAN

Siège social
Ferme de Coluane - Les Touches
44390 Nort-sur-Erdre
Tél. 40.97.27.17
R.C. Nantes 75 A 504

NANTES



MEMBRE 1991
Beaujoire

SPORT

DE TABLE
UE

SPORT

des Dervallières et du Breil.



Groupe rock "Hôtel Moderne"

DIMANCHE 17 NOVEMBRE

- 11 h 00 : - SPECTACLE DE MARIONNETTES avec l'Atelier 44 (1^{re} séance)
- DEBAT-RENCONTRE sur CUBA avec Petro De Léon.
- 11 h 30 : - RENCONTRE DEPARTEMENTALE des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique avec **Robert HUE**, Membre du Bureau politique du P.C.F., Président de l'ANECR. (Association nationale des élus communistes et républicains).
- 12 H 30 : - APERITIF offert par le bar "L'Alsace" bd Stalingrad.
- RESTAURATION (spécialité, dégustation)
- 13 h 00 : - RAP : Démonstration par un groupe de jeunes de Bellevue.
- 14 h 00 : - SPORT : Démonstration et initiation de gymnastique féminine avec la Chantenaysienne.
- Démonstration et initiation de Badminton.
- SPECTACLE DE MARIONNETTES (2^e séance).
- 15 h 30 : - MEETING avec **Robert HUE** Membre du Bureau politique du Parti communiste français.
- 17 h 00 : - SPECTACLE ET CHANSONS Pierre MEIGE et ses musiciens
- "SAPE PAS MON SWING"
- 21 H 00 : Clôture de la fête.

Espace Sciences et Techniques

avec la participation :

- de la SNCF :
 - Maquette de la cabine du TGV grandeur nature
 - Ordinateurs pour la formation assistée des conducteurs
 - Maquette du TGV transmanche
- de la POSTE :
 - Modernisation du Tri postal
- MESSIDOR avec la collection "Sciences et techniques".

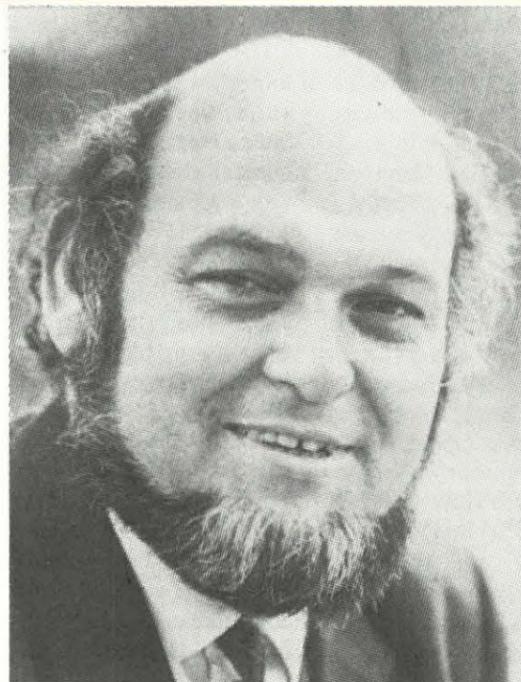
Espace échec et jeu de Go

Pour les néophytes comme pour les grands maîtres

Dimanche à 15 h 30

MEETING avec

Robert HUE



Membre du Bureau politique du PCF, Président de l'Association Nationale des élus communistes et républicains.

Débats

- Le Parti a changé
- Cuba
- Les besoins de transport collectif à Nantes

Espace livre avec :

- Le Livre Ouest
- Messidor



Publicité - Affichage

Agence de NANTES
46, rue Noire, 44000 NANTES
Tél. 40.37.02.09
Téléfax 40.74.18.43 - Télex 701 145



Entreprise Transport et Distribution d'Énergies



LA LANDE CD 75 44119 TREILLIERES Tél. 40.72.00.56

- Électricité - M.T. - B.T. • E.P. (aérien et souterrain)
- Gaz • Téléphone • T.D.F.
- Assainissement - Eaux usées - Eaux pluviales
- Eau potable et canalisations industrielles



MAZDA ECLAIRAGE

REGION PAYS-DE-LOIRE
0, bd Gaëtan-Rondeau - B.P. 679
44018 NANTES CEDEX
Téléphone : 40.35.41.21
Télex : 711 607

LOIRE-ATLANTIQUE, ESPACE D'ESPOIRS ? (suite)

Le texte ci-dessous de Suzanne Mahé a été écrit pour "Loire-Atlantique, espace d'espairs ?", puis intégré dans un cahier de l'Aremors : "Dans les prisons et dans les camps". Nous le livrons ici dans une version renouvelée.

À partir de la caserne des douanes de Saint-Nazaire, Suzanne avait été arrêtée, dès 1940, pour distribution de tracts communistes. Libérée, elle connut la semi-clandestinité à Sainte-Marguerite et à Saint-Molf, puis l'activité clandestine en région parisienne, puis l'arrestation, les balles allemandes criblant la prison de Châlons-sur-Marne, l'urine bu pendant le transfert vers Ravensbrück, les ramasseurs de mortes au camp, les cobayes humains appelés "lapins".

En 1945, retour en Loire-Atlantique avec l'hébergement à La Baule : l'hôtel de l'Hermitage pour une fois - mais à quel prix humain - l'accueillait elle, la fille du peuple, ses 27 kilos, son mari Pierre, ses compagnes de camp, et non pas les richards habituels.

Donc "étrange de visage et de parole", c'est le séjour sur la plus belle plage d'Europe.

«A l'Hermitage, réquisitionné pendant des mois par le Ministère des Déportés, combattants, victimes de guerre, tous les deux, à ce titre, vous serez logés avec bien d'autres. Eux, les allemands et français collaborateurs, y ont vécu le temps de l'occupation. Partant, ils ont bien démoli dans l'hôtel. Plus de lits, on y dort sur des petits lits de camp. Les baignoires ont été cassées. Quelques robinets fonctionnent. Mais dans les grandes salles, en bas du bel hôtel, sur les grandes tables, nous pourrions être restaurés.

Comme vous la regarderez la mer bleue et le si grand espace ! Comme vous entendrez avec bonheur le bruit des vagues ! Comme vous humerez bien l'odeur de la marée ! Vous goûterez l'eau salée, toucherez le sable fin et caresserez les

coquillages de cette si belle plage !

Tout le temps de votre vie, toutes les sensations de votre corps, vous les verrez vivre intensément, à chaque instant, heureux donc ! Cela aura été acquis. C'est compensation à la souffrance !

Ailleurs, vous verrez aux fenêtres des barreaux identiques à ceux des prisons, comme à Châlons-sur-Marne ? Oh ! un coup de tête et votre regard s'éloigne.

Jamais vous ne mangerez de soupe de rutabagas ! Le rappel de l'odeur vous conduit tout de suite à Ravensbrück !

Lors de la présence à l'Hermitage vous serez atteinte de boulimie. Hors des repas en commun dans votre chambre, vous pénétrerez avec un pot de confiture acheté (votre carte personnelle d'alimentation, cette période-là, vous le permettra-t-elle longtemps ?), vous dévorez, vous cachant, même de Pierre, le pot avec la petite cuillère toujours présente dans votre poche ? Il ne faut plus peser 27 kilos.

Pour satisfaire votre désir de toucher (non ce ne sera pas les chiens particulièrement ceux dits "allemands"), vous repensez aux mortes accrochées aux mâchoires des chiens, les matins aux appels du camp.

Non, vous ne tendrez pas vos mains vers une porte de prison... mais vers les fleurs, les fruits dans l'arbre où chantent les oiseaux ! Vous caresserez les objets que vous désirez, que vous aimez. C'est là, joie de la vie !

"Revenants" de cette guerre, nous pouvons féliciter fortement notre FNDIRP (Fédération nationale des déportés, internés,

résistants, patriotes) pour son accueil au retour, ses soins médicaux, ses recherches réalisées par les docteurs (certains revenus des camps). Les conseils judicieux, aussi bien nourriture qu'exercices du corps, qu'équilibre de vie, nous sont transmis avec plein d'intelligence et d'attention.

De retour à la vie, il y avait désir profond de mettre des enfants au monde (cinq ans et trois mois de séparation). Nous n'en avions pas encore. C'est à la période boulimique que nous avons conçu notre premier fils, à l'Hermitage, en septembre 45. Quand nous nous promenons plage Benoît, nous revoyons dehors la fenêtre de la chambre. Cela nous fait sourire naturellement.

La dépression vient. Retenue à chaque pas de la "Maternelle" où vous exercez, on vous conduit à la maison. Quarante huit ans, c'est la dépression ! Là commence votre retraite, anticipée d'abord, et qui se perpétuera. La doctoresse Angelerge, à Paris, vous conseillera plus que jamais et fera ordonnance : des piqûres de rajeunissement des tissus vous seront faites (méthode roumaine).

Progressivement, très lentement vous remonterez la pente ! Votre nourriture, plus particulièrement des œufs, du lait, des légumes, des fruits. Contre l'asthénie cérébrale : du Débrumyl !

Et lors de votre retraite, parce que ce sont de bons conseils, vous arriverez à pratiquer de la gymnastique adaptée chaque matin.

Conséquences : vous étonnerez votre entourage, leur annonçant que jusqu'à l'âge de 75 ans, vous marchez à pied de la Maison du peuple à votre maison, au pied du phare à droite de l'autoroute qui conduit à La Baule.

(à suivre)



Peinture, Papier-peint, Moquette



Isolation extérieure

André SAGOT

8, impasse Georges Sadoul
44400 REZE

☎ 40 84 18 98

MÉMOIRE SENSIBLE

Des néo-nazis locaux qui se livrent à des coups et blessures, des élus "à la culture" qui veulent boycotter la nouvelle pièce de théâtre de Louis Oury sur Châteaubriant, le quotidien Ouest-Offense qui dans son compte rendu de la cérémonie oublie ce sens des proportions qui fait la dignité d'un reportage... Décidément, les pauvres fusillés d'octobre 1941 forment encore cible.

Heureusement, un livre vient de paraître aux éditions du Petit véhicule de Nantes (spécialisées d'habitude dans la chanson poétique) : 50 otages mémoire sensible, d'Etienne Gasche (200 pages, 115 F). L'auteur y dit les choses telles qu'elles furent, il livre la documentation et de nombreuses photographies choisies ; lorsqu'il ne détient qu'une hypothèse (la Gestapo aurait-elle dressé un guet-apens à Hotz?), il ne nous oblige pas à la suivre. Un beau livre dont les anciens connaissent déjà le contenu, et qui renvoie à d'autres livres ; un livre à faire circuler.

Livrons ici une réflexion : Ces communistes furent fusillés non seulement pour avoir été patriotes, mais pour avoir lutté depuis longtemps pour la classe ouvrière : même Guy Moquet, 17 ans, n'avait pas pour rien le communiste Prosper Moquet pour père !

N° CONTRAT

000 772

THEATRE de FERCÉ

Création



REPRÉSENTATIONS

à 14 h 30

les 11 & 17 novembre 1991

à 20 h 30

les 9, 10, 16, 22, 23 novembre 1991

Réservations :
du lundi au samedi
de 17 h 00 à 19 h 00
Tél. 40.28.73.58.

R. ANTOINE

CARNET ROSE

Nous venons d'apprendre la naissance de Valentin au foyer de nos camarades Sylvie Boisard et Marc Bernardeau de Saint-Brévin. Prospérité à Valentin et toutes nos félicitations aux heureux parents.

"NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ"

S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER,
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS

PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36.
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28.

TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76.

Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

NÉCROLOGIE

Joseph Boursicot, vétéran du Parti, est décédé à l'âge de 90 ans. Militant de la CGT et du Parti communiste, estimé de tous, toute sa vie fut marquée par son engagement à défendre les exploités et à construire une société meilleure. Lors de la cérémonie d'adieu, les cellules d'Ancenis, Saint-Géréon et le Cellier ont associé sa compagne de tous les combats, Olga, disparue, dans l'hommage qui lui a été rendu. La Fédération du PCF, l'Amicale des vétérans du Parti s'associent à cet hommage. Elles assurent ses enfants Gilbert, Lucette, Joseph et Monique de toute leur amitié et

leur présentent leurs sincères condoléances.



Notre camarade Maurice Hervo nous a quitté. La cellule de Pornichet lui a rendu hommage. Notre camarade Yvonne Noblet devait rappeler sa fidélité à son idéal. Maurice était une figure familière et respectée de Pornichet. Durant de longues années il fut Président de l'Amicale laïque. Il fut aussi le militant communiste dévoué. De 1977 à 1983 il devient conseiller municipal de Pornichet. La section de la presqu'île, l'Association départementale des élus communistes et républicains, la rédaction des "Nouvelles" assurent son épouse

Louise et sa famille de toute sa sympathie et leur présentent leurs sincères condoléances.



Mme Lucienne David, mère de notre camarade Danièle Potel, membre du Bureau fédéral est décédée. Dans ces circonstances douloureuses le Bureau fédéral apporte son soutien fraternel à Danièle et présente, ainsi qu'à sa famille, ses sincères condoléances.



Notre camarade Jeanne Gasser, militante de la cellule Buisson-Millot de Nantes est décédée à l'âge de 63 ans. A sa famille, la cellule, la section de Nantes présentent leurs sincères condoléances.

LOIRE-ATLANTIQUE

URGENCE POUR LA SANTE

René Gergoin Responsable départementale de la santé (CGT)

A l'hôpital de Paimbœuf, dans le cadre de la réforme hospitalière, le service chirurgie osseuse est menacé de fermeture. Nous avons mené une grande lutte pour garder l'hôpital car il répond à un besoin. 4 000 personnes ont signé une pétition pour cela et nous avons obtenu son maintien. Cependant l'accueil des urgences de nuit n'a plus lieu. C'est une façon d'obliger les gens à aller ailleurs, pour justifier ensuite une fermeture.

Un très grand malaise existe dans notre profession. Tout le monde peut s'en rendre compte à travers les manifestations qui ont lieu actuellement. Contrairement à ce que les médias tentent de faire croire, chacun sait ici que c'est ensemble que nous pourrions gagner. La CGT soutient les collectifs de lutte qui se sont mis en place. D'ailleurs nous avons participé pleinement aux manifestations qui se sont déroulées la semaine dernière, à l'appel des collectifs de lutte infirmières, aide soignants, médico-techniques, collectifs administratifs, etc. En ce moment, se met en place un collectif des personnels ouvriers.

Ce que nous souhaitons c'est qu'un grand et large mouvement puisse donner aux gens les moyens de se défendre. Actuellement ce n'est pas très facile. La répression existe avec les assignations au travail jus-

qu'à la contestation des préavis de grève quand ils sont déposés. Malgré cela le personnel s'organise. L'idée exprimée par les infirmières c'est que c'est l'ensemble des personnels qui doit se battre toutes catégories confondues sur leurs revendications et donc il y a une coordination des collectifs de lutte qui tentent de regrouper l'ensemble des coordinations.

Nous avons été reçus à la Préfecture et nous avons demandé que soient réellement prises en compte nos revendications. Le gouvernement a trop voulu faire croire que satisfaction avait été donnée lors du conflit précédent, mais cela est faux.

Et puis il y a la déqualification de la profession d'infirmière. On voit bien qu'avec la mise en place du nouveau diplôme, nous allons vers deux catégories d'infirmières : celles qui seront très spécialisées et puis celles, la

grande majorité avec une réduction des connaissances, or les actes médicaux à accomplir sont de plus en plus complexes et nombreux.

Après les constats les actes

En fait nous nous apercevons que le gouvernement n'arrête pas de faire des constats. Voilà plus de deux ans que cela dure, maintenant il sait parfaitement ce qui ne va pas. A l'hôpital, l'année dernière on nous a encore enlevé 140 postes au budget effectifs pour les placer sur les dépenses générales. Cela a été fait par la DDASS et par la Direction générale d'établissement. Alors ce ne sont pas eux qui vont nous proposer de créer des postes supplémentaires. Il aurait mieux valu prendre ces postes pour les mettre dans les services de soins ! Aujourd'hui une nouvelle mission dite mission Piquet est en cours jusqu'à la fin décembre mais nous n'avons rien à apprendre sur les conditions de travail d'ici là.

Aujourd'hui il faut les réponses vite, très vite dans l'intérêt du personnel mais aussi dans celui des malades !

Marc Bernardeau - 30 ans - agent hospitalier témoin

Déjà très pris par des activités professionnelles contraignantes, Marc Bernardeau a accepté d'être candidat aux élections cantonales prochaines. Il dit pourquoi :

«C'est qu'il faut faire quelque chose, justement pour nos enfants et pour l'avenir. Dans la région la situation économique n'est pas florissante. Au niveau de Pornic les services Paulet ont été fermés. Dans le cadre de la SNCF, ils veulent supprimer la ligne de Pornic. L'activité des chantiers navals de Paimbœuf est en question et j'en passe... Puis existe aussi pour les habitants un autre problème qui s'ajoute à celui-ci puisqu'il handicape notre région.

C'est celui du pont de Saint-Nazaire, Saint-Brévin. Nous, nous voulons sa gratuité. Or pour l'instant c'est douze francs un passage pour les usagers du département et trente quatre francs pour les autres. C'est une gêne considérable pour le développement de la vie économique. Une grande bataille a été menée par les élus. Plus nombreux cela représenterait évidemment plus de voix. Ils soutiennent les associations d'usagers qui protestent contre un tel état de fait, car la gratuité donnerait un essor au pays de Retz. Le pont c'est une véritable frontière et cela c'est

inacceptable. Un simple exemple lié à la dégradation aussi des équipements sociaux sur la région. La maternité de Pornic ayant été fermée, il faut aller à Saint-Nazaire. Cela représente pour les familles qui doivent traverser le pont pour s'y rendre.

Dans le cadre de la réforme hospitalière d'autres menaces planent aussi sur les établissements comme par exemple pour la maison départementale où je travaille qui accueille des handicapés mentaux. L'on parle d'éclatement de structures mais sans savoir où elles se situeront, ni dans quelles conditions elles se réaliseront. Même si nous sommes pour des structures plus petites il faut qu'elles soient maintenues dans le secteur et en concertation, sans remise en cause du statut du personnel. Nous sommes 800 personnes employées sur cette entité.

Il est prévu de fermer les hôpitaux de proximité entre autres celui de Paimbœuf. Il y a eu une première bataille menée par les élus et les syndicats qui a empêché la disparition du service chirurgie dans cet hôpital. Je crois qu'il faut être nombreux, élus à tous les niveaux pour dénoncer à temps les mauvais coups qui se préparent et aider les luttes qui s'y opposent».

INTENSE ÉMOTION AVEC ABRAHAM SERFATY

Rescapé du royaume de la douleur, le matricule 19 559, Abraham Serfaty, était à Saint-Nazaire la semaine dernière à l'invitation du "Collectif nazairien pour les droits de l'homme au Maroc" et soutenue par 16 organisations dont le PCF.

Après 14 ans de bagne, Abraham Serfaty est enfin libre, mais hors de son pays, le Maroc.

Accueilli à la mairie de Saint-Nazaire, il est ensuite salué chaleureusement, à la Maison du peuple, par quelque 500 personnes qui lui témoignent leur émotion, leur joie et leur solidarité.

Discret sur le martyr qu'il a enduré, ses pensées vont à ses camarades de lutte : ceux du bagne de Tazmamart (qui vient d'être fermé, 9 survivants sur 29), les prisonniers de Kénitra, à tous les "disparus".

Pour lui la véritable liberté sera acquise lorsque le peuple marocain sera libéré de la dictature sanguinaire d'Hassan II.

Abraham Serfaty n'a rien perdu de ses convictions et de sa confiance dans l'avenir. Il constate

que la dictature royale est en difficulté et il se félicite de la montée des luttes au Maroc et des convergences au sein des forces démocratiques marocaines. Pour lui les changements démocratiques sont irréversibles au Maroc, mais cela passe aussi par la libération du peuple sahraoui.

Il remercie la solidarité internationale, et notamment avec les démocrates de France, qui se manifeste pour les libertés au Maroc. Mais il estime que les Etats doivent exercer des sanctions contre le régime d'Hassan II.

Pendant son isolement, il est resté informé des événements dans le monde : les pays de l'Est, les luttes en France, en particulier les luttes ouvrières dans la construction navale.

Son soutien est sans réserve pour le peuple palestinien.

Les déformations du socialisme dans les pays de l'Est n'ont pas entamé sa conviction que l'avenir est au socialisme, pas au capitalisme.

A tous ceux venus dialoguer ou l'écouter, Abraham Serfaty,

homme de courage indomptable et symbole de la résistance à l'oppression, a donné, avec simplicité et modestie, confiance en l'avenir.

Retour en arrière

Abraham Serfaty, 65 ans, a franchi l'enceinte de la prison de Kénitra le 13 septembre 1991, enfin libre. Mais avant : L'école des mines à Paris, la guerre déclarée au colonialisme français, l'adhésion au PCF. Arrestation, avec sa sœur Evelyne, l'exil en France, durant trois ans, frappant aussi sa première femme, et son fils. Arrive l'indépendance en 1956, le jeune ingénieur devient directeur technique des Phosphates du Maroc, puis est écarté pour avoir soutenu les mineurs en grève. En 1970, il rompt avec le Parti du progrès et du socialisme (PPS) et est l'un des dirigeants de l'organisation marxiste Illal Amam (En Avant). Arrestation, tortures en 1972. Entré en clandestinité, il est repris en 1974.

En janvier et février 1977, ils sont 140 à être condamnés à de



lourdes peines. Pour lui, c'est la perpétuité. Evelyne est morte des suites des tortures. Abraham Serfaty connaîtra un isolement total de trois ans, après quinze mois de sévices au tristement célèbre centre de Derb Moulay Chérif, à Casablanca.

Solidarités

«Les tortures furent fréquentes. Lors du procès, l'un des inculpés eut le temps de se déchausser. (...) On pouvait voir des traces horribles qu'avaient laissées la flagella-

tion sur la plante du pied, quelques mois plus tôt». Ces phrases sont extraites d'un article paru dans "l'Humanité" du 22 février 1977 rendant compte du procès dit des "frontistes", celui d'Abraham Serfaty et de ses compagnons, membres du mouvement Illal Amam.

Cette solidarité fut réciproque. Le 15 septembre, lors de la précédente fête de l'Humanité 1991, "l'Humanité" publiait un article d'Abraham Serfaty. Depuis sa prison, il apportait sa contribution à la lutte contre la guerre du Golfe.

Buingamp

Lorient

Le Mans

Nantes

Luçon

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

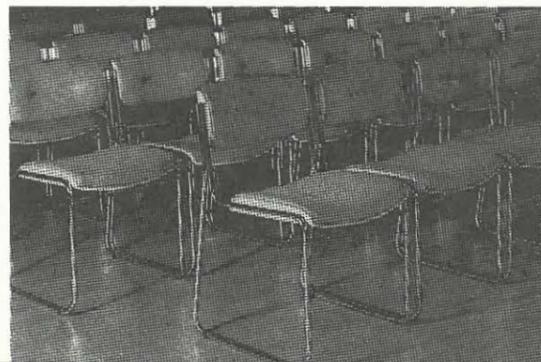
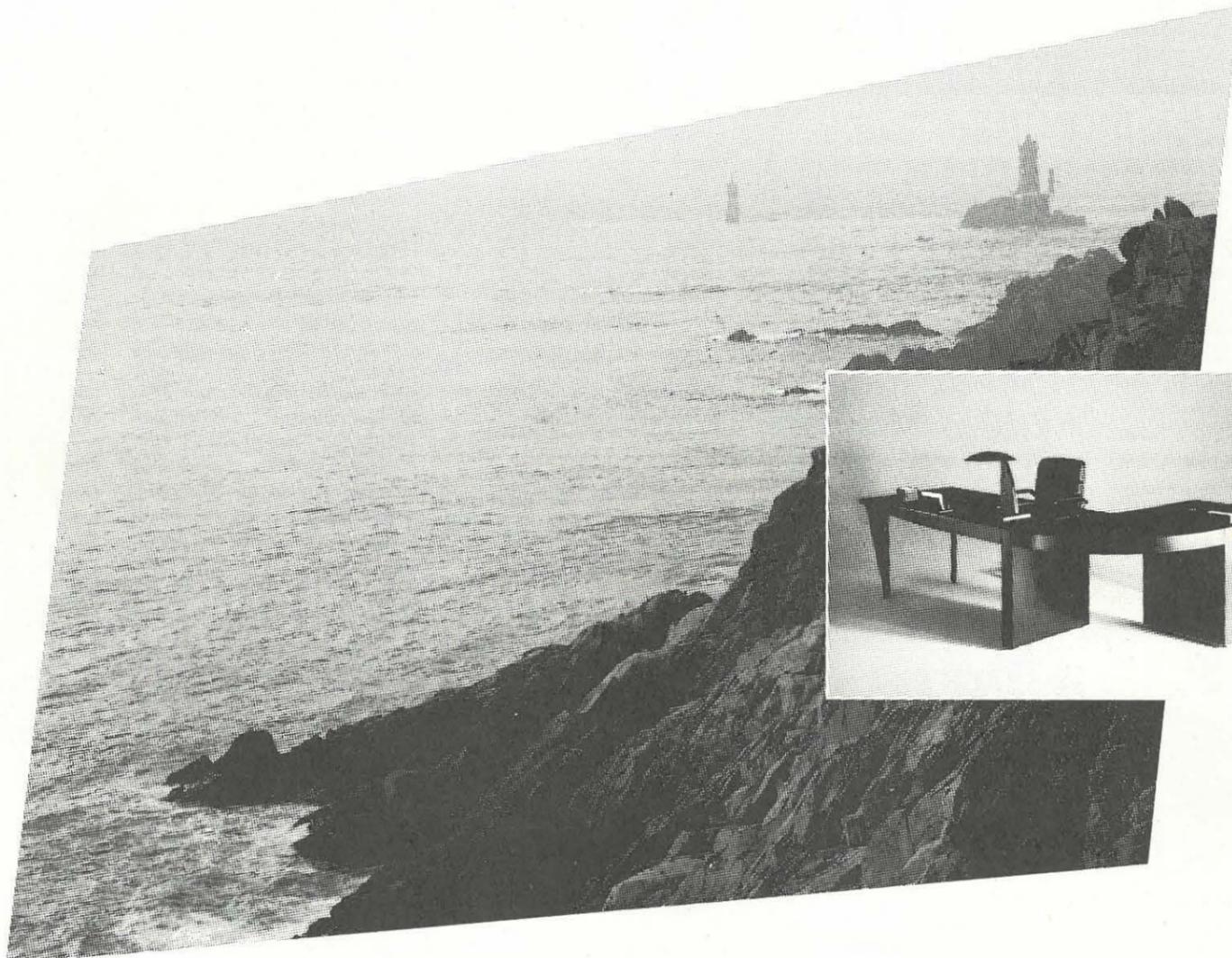
Notre présence au cœur de votre région représente, pour vous, un avantage irremplaçable.

Dans tous les cas, B.L.E. apporte des solutions adaptées, cohérentes et durables, dans le cadre des besoins recensés et à l'intérieur d'un budget défini au préalable.

En somme une réponse sur mesure à votre problème et la certitude d'avoir fait le bon investissement.



Promotion Groupe



BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT
Résidence Le Pré-aux-Clercs
rue de la Belle-Fontaine
56100 Lorient 97.21.65.71

 groupe b.l.e.